



MAGAZINE 2€90

100 pages de jeux pour se détendre au coin du feu !

Retrouvez ce magazine en magasin et sur boutique.ouestfrance.fr

ouest france

Un nouvel outil pour s'orienter après le bac



Finie la plateforme APB. *Parcoursup*, destiné aux élèves de terminale, prendra le relais à partir de lundi. « L'outil sera plus simple », promet Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur. Les jeunes pourront y saisir leurs vœux jusqu'au 13 mars. **Page 3**

L'île de Molène, anomalie fiscale en mer d'Iroise

La suppression annoncée de la taxe d'habitation indiffère Molène. Les habitants de l'île finistérienne n'ont jamais payé cet impôt. Une faveur qui ravit les Molénais. Moins le maire, Daniel Masson (*photo*), contraint de « bricoler » pour son budget.



En dernière page

L'étudiante radicalisée projetait un attentat à Rennes

Page 4

Maine-et-Loire

Meurtre de Bilal à Angers : le dernier détenu libéré

Page 6

À Andigné, il tombe nez à nez avec ses cambrioleurs

Page 7

La Tunisie grogne contre l'austérité

Les manifestations (*ici, à Tunis*) contre les hausses de prix et d'impôts se multiplient dans le pays. En cause : une nouvelle loi de finances, alors que les Tunisiens ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts.



Page 2

Impôt à la source : année blanche

Décidé par François Hollande, reporté par Emmanuel Macron, le prélèvement de l'impôt à la source entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2019. Aucun revenu ne devrait être imposé en 2018, considérée comme une « année blanche ».



Page 5

Le super-centenaire raccroche

Les médecins l'ont mis en garde à cause de sa tension capricieuse. Robert Marchand prend sa retraite sportive à 106 ans, un an après avoir soulevé l'enthousiasme en établissant, devant les caméras, un record de vitesse à vélo.



En dernière page

Commentaire

par Laurent Marchand

La voix du Sud

De retour de Chine, Emmanuel Macron a retrouvé à Rome, hier soir, ses partenaires européens de l'Europe du Sud. Le Med 7, regroupant Portugal, Espagne, Italie, Grèce, Chypre et Malte. À force de parler du Brexit ou des dérives illibérales en Pologne et en Hongrie, on avait fini, ces derniers mois, par oublier l'enjeu crucial que revêt le sud de l'Europe. Frappé de plein fouet par la crise financière, puis par la crise migratoire.

Depuis cinq ans, l'Italie et la Grèce, et dans une moindre mesure l'Espagne, ont été confrontées à une pression sans précédent sur leurs côtes. Avec un pic d'arrivées de migrants en 2016, qui a provoqué des craquements sur tout le continent. Au point de faire échouer toute politique de solidarité entre partenaires, en raison du refus notamment des États d'Europe centrale. Au point même d'affaiblir une chancelière allemande que l'on croyait inoxydable.

L'immigration, c'est certes le fonds de commerce des partis d'extrême droite un peu partout en Europe, mais ce n'est pas que cela. C'est un réel défi humanitaire, social, politique qu'aucun État ne peut prétendre relever seul. Or, les pays du Sud ont été littéralement pris en étau. Entre la

pression humanitaire et le refus de partager le fardeau au nom du risque populiste. L'Italie, par exemple, a sauvé des dizaines de milliers de vies en Méditerranée, et racheté ainsi un peu l'honneur du continent. Tout en sentant monter la menace d'une fermeture de sa frontière autrichienne ou le bruit des patrouilles françaises à Vintimille.

Une politique migratoire

Cet isolement n'est plus tenable depuis des mois. Pour des raisons de coût économique, social et politique. C'est ce qui a amené le gouvernement italien à ne plus attendre, et à prendre l'initiative en Libye, et au Niger, pour freiner les trafics d'êtres humains. Comment ? En faisant ce que les Européens faisaient au temps de Kadhafi, sans le dire. En passant des accords avec les milices libyennes pour réduire les flux.

À quel prix ? Au prix d'un drame humanitaire qui se joue en territoire libyen, où les caméras sont moins nombreuses qu'à Lampedusa. Kadhafi laissait ses hommes de main refouler les migrants dans le désert ou les entasser dans des geôles sordides. Les milices d'aujourd'hui font plus ou moins la même chose.

Cette politique a permis de diminuer les arrivées depuis l'été, mais elle ne règle pas le problème en soi. Ni celui du manque de solidarité. Ni l'absence d'une politique migratoire commune en Europe. Ni l'ampleur de la pression venant du continent africain, qui ne diminuera effectivement que si une nouvelle approche du développement voit le jour.

Aucun grand pays d'immigration (États-Unis, Canada, Australie) n'a jamais subi la demande migratoire que vit actuellement l'Europe sans mettre en place une politique, souvent ferme, de régulation. Avec ses limites, voire même ses brutalités ou ses injustices, mais avec un dessein d'ensemble. Les divisions entre Européens ont jusqu'ici empêché la réflexion sur ce point, et ce ne sont pas Vienne, Varsovie et Budapest qui y aideront.

La voix des pays d'Europe du Sud est donc déterminante. Parce que ces pays sont en première ligne, ils sont les plus crédibles pour dire que la régulation d'une frontière extérieure est nécessaire. Et que la logique de forteresse, en mer, est un non-sens. Elle satisfait la peur des opinions et on peut le comprendre, mais elle n'est pas une solution. Ni pour l'Afrique ni pour l'Europe.

PORTES OUVERTES

Enseignement Catholique d'Anjou
Réseau Angers Est

Collèges Lycée

Collège LA MADELEINE
vendredi 19 janvier 17h - 20h samedi 20 janvier 9h - 12h
Collège ST-AUGUSTIN
samedi 20 janvier 10h - 16h
Collège MONGAZON
vendredi 19 janvier 17h - 20h samedi 20 janvier 9h - 12h30
Lycée MONGAZON
samedi 27 janvier 9h - 16h